



Budget 2019 Macron donne 40 milliards de cadeau aux patrons

DR pages 2 et 3

10 novembre - Paris RÉUNION NATIONALE appelée par le Comité national de résistance et de reconquête

Pour la défense des conquêtes de 1936 et 1945

**GRAND RASSEMBLEMENT
À L'APPEL DU COMITÉ NATIONAL DE RÉSISTANCE ET DE RECONQUÊTE (CNRR)**
10 novembre, à l'Espace Charenton à Paris (métro ligne 8 : Porte-de-Charenton)

Le 23 juin, 250 délégués des comités de résistance et de reconquête, militants politiques, élus, syndicalistes d'origines diverses, ont décidé d'organiser un grand rassemblement à Paris le 10 novembre prochain, pour la défense des acquis de 1936 et 1945.

Depuis cet été, Macron et son gouvernement sont secoués par les affluents, affaiblis par les démissions successives. C'est ce gouvernement en crise, en chute libre, qui prétend « maintenir le cap » au compte du capital financier, tous les droits collectifs devraient être liquidés. Édouard Philippe vient ainsi de présenter son « programme de travail » contre les aides sociales, l'assurance chômage, le système de santé, le statut de la Fonction publique... et pour couronner le tout, contre tous les régimes de retraites.

Cette politique épargne rien. Les retraités viennent de voir leurs pensions gelées, 200 000 jeunes, qui ont pourtant obtenu le baccalauréat, ont été privés par les réformes de Macron de leur droit à s'inscrire à l'université dans la formation de leur choix. Les communes sont étranglées. Face à cette situation, les forces pour résister existent. L'écrasante majorité des militants ouvriers entend ne rien lâcher. Le rejet est massif chez les travailleurs, dans la jeunesse.

Dans les comités de résistance et de reconquête, chez des milliers de militants ouvriers, syndicalistes, militants politiques, élus, des discussions internes ont lieu. À la lumière de ce qui s'est passé sur les ordonnances de la loi travail, sur la réforme ferroviaire contre laquelle les cheminots se sont dressés, ils s'interrogent. Ils réfléchissent aux moyens à mettre en œuvre pour résister, pour bloquer l'offensive.

Des questions urgentes sont posées, qui sont à discuter : Macron a-t-il décidé de s'en prendre aux retraités. Ce qu'il veut faire c'est bien plus que poursuivre les contre-réformes des Balladur, Juppé, Fillon, Ayrault qui l'ont précédé. Il veut en finir une fois pour toutes. Avec son projet de régime universel par points, les 43 régimes de retraites existants disparaissent. Fillon (qui s'y connaît) a tout résumé : « avec la retraite par points, vous pouvez baisser le niveau, le montant des points, donc des pensions, tous les ans ». Face à la volonté de Macron de tout liquider, faut-il faire des « propositions » ? Peut-on penser sérieusement que des propositions, aussi justes soient-elles, puissent être saluées sans qu'un préalable les contre-réformes de Macron ne soient bloquées ? En particulier, est-ce qu'on peut faire barrage au projet sur les retraites sans dire clairement : non au régime universel par points, maintien de tous les régimes existants ?

Dans un comité, un militant : « Depuis la démission de Hulot, les appels pour sauver la planète se multiplient. L'environnement, c'est un problème majeur : les multinationales sont en train de tout saquer, et on ne peut pas laisser faire. Mais il y a des choses qui posent question. Néanmoins, un appel a été lancé pour une « investissement vert » qui serait « le début du déficit budgétaire ». Donc, si je comprends bien, il faudrait appliquer aux autres secteurs les plans de réduction des déficits qui sont en train de détruire la santé, l'école et tous les services publics ? Est-ce que cela ne revient pas à couvrir tout simplement Macron et sa politique ? »

Dans un autre comité : « Le sort réservé aux « migrants », aux réfugiés, c'est une honte, une barbarie sans nom. Et vous avec sa Macron, Merkel et compagnie ? Ils versent des larmes de crocodile. Ils brandissent le danger des « nationalistes », des « populistes ». J'ai vraiment le sentiment qu'ils cherchent à manipuler. Ils sont tous engagés dans les guerres, dans les plans d'ajustement qui naviguent des pays entiers et qui constituent des centaines de milliers à prendre la route de l'exode. Et quand il faut qu'ils s'entendent avec Orbán ou Salvini pour taper sur les migrants, ils nient aucun problème... »

Un autre : « En plus, avec les élections européennes qui approchent, il se pose en revanche des « vulgaires européennes ». Ces élections seront-elles marquées par une abstention massive comme c'est généralement le cas ? Est-ce qu'il en sera autrement ? À cette étape, je n'en sais rien. Mais l'Union européenne, je sais ce que c'est : c'est l'Europe du capital. Pour servir et renforcer les marchés financiers qui sont les vrais patrons, les gouvernements et l'Union européenne ont imposé des traitements de choc qui ont naufragé la Grèce, l'Espagne, le Portugal... Aujourd'hui, tous sont en crise, massivement rejoints. Un rejet qui n'a cessé de s'amplifier depuis le vote « Non » de 2005, que tous les gouvernements successifs ont refusé. Et en même temps, je vois la situation en France, en Europe : le rejet, la crise politique, ne suffisent pas à les arrêter. Il se me dit que les travailleurs, la jeunesse ont besoin de disposer d'une force pour ouvrir une solution conforme à leurs intérêts. »

Sur toutes ces questions, et sur bien d'autres, la discussion est nécessaire. Personne ne détient la « solution miracle » aux problèmes posés par la situation. C'est la libre discussion qui permet d'avancer. C'est le rôle des comités de résistance et de reconquête.

Macron et le capital financier dont il est l'exécutant voudraient tirer un trait définitif sur les conquêtes ouvrières de 1936, de 1945, sur les acquis de la démocratie.

TRIBUNE DE DISCUSSION pages 4 et 5

« Pour moi, partir de contre-propositions, c'est déjà accepter la remise en cause des conquêtes »

■ Une contribution de Christian Morin, secrétaire de l'union locale CGT d'Elbeuf (Seine-Maritime)

Ordonnances travail : oui, « les mois à venir vont être chauds »

■ Une contribution de Yacine Hadjhamou, syndicaliste au ministère du Travail

Assurance chômage : une semaine décisive

■ Une contribution de Fabien Milon, syndicaliste à Pôle emploi

Chaque semaine lisez **Informations ouvrières** !
Abonnez-vous !